

# **Pour manger demain, réinventer l'agriculture et réhabiliter les agriculteurs**

*Par Bruno Parmentier, directeur de l'école supérieure d'agriculture d'Angers, auteur du livre « Nourrir l'humanité » (éditions La Découverte)*

Les émeutes de la faim, qui ont touché 36 pays en 2007/2008 ne sont malheureusement que le début d'une longue suite de pénuries alimentaires au XXI<sup>e</sup> siècle. Nous vivons réellement une rupture dans l'histoire de l'agriculture mondiale.

Que faire, alors que 80 millions d'habitants nouveaux arrivent chaque année (et 60 millions de voitures !) et que nous savons que nous serons 9 milliards en 2050 ? Quelle planète construisons-nous ? Une planète à 2 ou 3 milliards d'affamés, qui ne connaîtra pas la paix ?

Osons cette analogie : la planète se fiche complètement de la crise financière, elle continue à se réchauffer et à épuiser ses ressources ; à nous de savoir vers quoi nous souhaitons diriger nos efforts : réparer les erreurs financières du passé, ou affronter les grands défis de l'avenir, parmi lesquels celui, tout simple de manger. « Donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien », cette parole, qui ne voulait plus rien dire pour nos enfants gavés de barres chocolatées, redevient d'actualité brûlante, mais on n'y arrivera pas sans efforts !

## **De réelles difficultés pour augmenter l'offre alimentaire**

On peut en effet faire preuve de pessimisme, en observant qu'en matière agricole c'est le plus facile qui a été fait au XX<sup>e</sup> siècle : produire plus de nourriture avec beaucoup plus d'intrants : plus de terres, plus d'eau, plus d'énergie et plus de chimie. Le défi du XXI<sup>e</sup> siècle va être beaucoup plus compliqué à relever : cette fois-ci il faudra encore produire plus (et mieux), mais avec moins : moins de terres, moins d'eau, moins d'énergie et moins de chimie, alors même que nous allons devoir affronter le résultat de nos inconséquences : réchauffement de la planète et perte de la biodiversité. Il nous faudra beaucoup d'intelligence et de mobilisation collective pour arriver à franchir ce nouveau cap. Heureusement, la seule ressource apparemment inépuisable sur cette Terre reste le génie de l'homme !

Les années de pénuries relatives et de hausses spectaculaires des prix risquent donc de se multiplier si des mesures volontaristes ne sont pas prises. Des mesures concernant la recherche de nouvelles technologies de production et des mesures de soutien aux agriculteurs et de réorganisation des échanges internationaux.

## Réinventer l'agriculture

Les rendements moyens des céréales n'augmentent plus sur la planète depuis une quinzaine d'années. Des 10 dernières années, sept ont été déficitaires en céréales, et les stocks sont au plus bas depuis la deuxième guerre mondiale. On a produit moins de blé en 2007 qu'en 1997, alors que depuis 50 ans la production ne cessait d'augmenter. En fait les « technologies intensives » sont à bout de souffle. Il faut en urgence inventer autre chose.

Certains espoirs peuvent raisonnablement être mis dans les découvertes à venir en matière génétique ; on pourra probablement « inventer » des plantes qui consommeront moins de ressources (par exemple moins d'eau), ou qui résisteront mieux à des agressions extérieures : insectes, mais aussi froid, sel, maladies, etc., ou qui produiront davantage de protéines, vitamines, oméga 3, antioxydants, etc. Mais ce sera probablement en dehors de l'Europe puisque celle-ci a choisi d'arrêter de chercher dans ces domaines...

Il est donc d'autant plus important, puisque le siècle de la chimie et du pétrole se termine, d'inventer celui de la biologie. Puisqu'on ne pourra plus autant « artificialiser » l'activité agricole, il va falloir la « renaturaliser ». Il faudra mieux connaître les ressources de la Mère Nature (les bactéries, les champignons, les vers de terre, abeilles, coccinelles, etc., et d'une manière générale les plantes et les animaux), pour les associer de la façon la plus efficace, dans chaque canton, chaque bassin versant. Par exemple remplacer la charrue par les vers de terre, ou produire directement l'essentiel des engrais sur les champs pendant l'hiver, ou encore associer dans un même champ différentes plantes qui ne ponctionnent pas les mêmes ressources en même temps et qui au contraire s'aident à pousser et se protègent les unes les autres. Nous n'avons plus les moyens de gâcher les rayons du soleil qui arrivent sur une terre nue ; chaque fois que c'est possible, il faut les faire capter par des feuilles qui les utilisent pour stocker du carbone via la photosynthèse, hiver comme été.

Il s'agit d'une agriculture « écologiquement intensive », fort différente à la fois de l'agriculture biologique (qui produit mieux mais en quantité moindre) et de l'agriculture productiviste (qui produit beaucoup, mais moins « bien »). Pour cela, il faut arrêter de refaire indéfiniment les procès des uns des autres pour savoir qui avait raison : chacun avait une part de la vérité, et maintenant il faut arriver à travailler ensemble. Il s'agit d'un énorme effort de recherche appliquée car l'enjeu de taille : produire sur beaucoup moins de champs, avec beaucoup moins d'eau et très peu d'intrants artificiels deux fois plus de végétaux d'ici à 2050, de façon à pouvoir nourrir tout le monde et produire une partie de notre énergie sous forme de biocarburants. Pour cela, il faut refonder une triple alliance entre les agronomes, les écologues... et les agriculteurs, qui doivent par ce biais reprendre en mains une partie de leur destin.

## **Réhabiliter les agriculteurs**

En 2007-2008, malgré le renchérissement du prix mondial des matières premières agricoles, on a mangé dans tous les pays qui avaient pris soin de soutenir leurs agricultures et donc leurs agriculteurs. Il n'y a pas 50 manières de le faire : il faut fermer ses frontières, au moins un temps, pour protéger les agriculteurs à faible productivité de l'afflux dans leur pays de grandes quantités de surplus agricoles à très faible prix qui les ruine et les oblige à quitter leurs terres pour rejoindre les grands bidonvilles de la planète. Et il faut généraliser le soutien à la modernisation de l'agriculture et donc au niveau de vie et à la capacité d'investissement, de formation et d'organisation des agriculteurs.

Enfin il faut faire exactement le contraire de ce qui était préconisé depuis de nombreuses années, lorsque les politiques avaient confié la gestion de l'alimentation mondiale aux commerçants de l'Organisation mondiale du commerce, en clamant haut et fort que le marché et les échanges internationaux allaient tout résoudre, car ils généreraient des flux de céréales à bas prix jusqu'au moindre village. Ils n'avaient pas précisé comment on allait transporter d'énormes quantités de ces produits lourds et périssables au fin fond du dernier village isolé pour les vendre à des populations totalement désargentées, ni mis au point de solutions alternatives pour les années, de plus en plus nombreuses, où les incidents climatiques provoqueront une production mondiale inférieure aux besoins et donc une flambée des cours (notons au passage que deux des pays qui préconisent cette solution, l'Argentine et l'Australie, font justement face début 2009 à une sécheresse « historique » qui les rendent bien incapables de nourrir la planète cette année...).

Dépendre des autres pays pour se nourrir au XXI<sup>e</sup> siècle est un pari bien dangereux. Il est maintenant urgentissime de réhabiliter réellement l'agriculture vivrière, en particulier en Afrique. Sachant que la grande majorité des gens qui ont faim ne sont pas en ville mais bien les paysans isolés, il faut arrêter de clamer qu'il convient de « nourrir ceux qui ont faim », mais arrêter littéralement d'empêcher ceux qui ont faim de se nourrir eux-mêmes. L'Afrique peut et donc doit se nourrir ; serons-nous assez sages pour comprendre qu'il en va de notre simple intérêt d'Européens qui ne pourront pas vivre durablement en paix avec à leur porte des centaines de millions d'affamés et désespérés. L'Amérique du Nord l'avait bien compris à la fin de la deuxième guerre mondiale lorsqu'elle avait consacré pendant plusieurs années 5 % de sa richesse pour relever le plus vite possible l'Europe afin de barrer la route au communisme (cela s'appelait le plan Marshall). Et nous, nous en sommes encore à discuter pour savoir si nous consacrons 0,5% de notre richesse à l'aide au tiers-monde, dont une très faible partie pour l'agriculture.